

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2010/27242]

26 OCTOBRE 2010. — Circulaire n° 2010/MINFP/04 relative à l'application de l'article 16 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel

Aux services du Gouvernement wallon et des organismes d'intérêt public soumis à l'autorité ou au contrôle de la Région dont le personnel est soumis au statut des fonctionnaires de la Région,

M. le Ministre-Président,

Mme et Messieurs les Ministres,

Mme la Secrétaire générale,

Mesdames et Messieurs les fonctionnaires dirigeants compétents en matière de personnel,

La présente circulaire explicite la manière dont il convient d'appliquer la règle figurant à l'article 16 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel.

A certaines conditions, examinées ci-après, cette règle permet la statutarisation sur place de contractuels lauréats du SELOR.

1. Libellé de l'article 16 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009.

L'article est ainsi rédigé : « Par dérogation aux articles 13, alinéa 2, et 15 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, le membre du personnel contractuel déjà engagé à durée indéterminée à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté est recruté s'il satisfait aux conditions suivantes :

1° remplir les conditions générales d'admissibilité visées à l'article 19, 1° à 5°, et 8°, de l'arrêté précité;

2° être lauréat d'un concours de recrutement organisé par le SELOR pour la Région wallonne et les organismes d'intérêt public qui en dépendent et clôturé avant le 31 décembre 2009;

3° être en ordre utile pour être recruté sur le poste qu'il occupe ou sur un autre poste de même niveau et de même métier déclaré vacant et inoccupé au sein du même cadre.

La présente disposition n'est pas applicable aux lauréats des concours dont l'appel aux candidats a été lancé après le 31 décembre 2010. »

2. Décomposition de l'article.

1) L'article 16 indique d'emblée qu'il déroge à deux dispositions du Code de la Fonction publique, la première de ces dispositions visant la déclaration de vacance des emplois de recrutement (article 13, alinéa 2) et la seconde les modes successifs de dévolution d'un emploi déclaré vacant (article 15).

2) L'article 16 fixe ensuite quatre conditions à remplir dans le chef du contractuel :

2.1. bénéficiaire, au 1^{er} mai 2009, d'un contrat à durée indéterminée entré en vigueur avant cette date;

2.2. remplir les conditions générales d'admissibilité visées à l'article 19, 1° à 5°, et 8°, du Code (1);

2.3. être lauréat d'un concours de recrutement organisé par le SELOR pour la Région wallonne et les organismes d'intérêt public qui en dépendent et clôturé avant le 31 décembre 2009;

2.4. être en ordre utile pour être recruté sur le poste qu'il occupe ou sur un autre poste de même niveau et de même métier déclaré vacant et inoccupé au sein du même cadre.

3) L'article 16 se conclut par la phrase suivante : « La présente disposition n'est pas applicable aux lauréats des concours dont l'appel aux candidats a été lancé après le 31 décembre 2010. »

Ce dernier passage fixe un champ d'application différent et plus large que celui indiqué par l'avant-dernière des conditions qui viennent d'être énumérées (« être lauréat d'un concours de recrutement (...) clôturé avant le 31 décembre 2009 »).

A la lumière des travaux préparatoires de l'arrêté du 27 mars 2009, il apparaît que la dernière phrase de l'article correspond à ce qui était la volonté finale de l'auteur du texte. Par conséquent, il convient de retenir ce champ d'application plus large dans l'application de la disposition : elle est applicable aux lauréats des concours dont l'appel aux candidats a été lancé jusqu'au 31 décembre 2010 inclus.

3. Examen de la dernière condition de l'article.

La condition-clef de l'article est bien entendu la dernière : « être en ordre utile pour être recruté sur le poste qu'il occupe ou sur un autre poste de même niveau et de même métier déclaré vacant et inoccupé au sein du même cadre ».

Cette condition appelle des observations en ce qui concerne :

- la notion d'ordre utile;

- la notion de poste occupé par le contractuel;

- le choix offert au contractuel lauréat.

3.1. Ordre utile :

3.1.1. Est en ordre utile le contractuel lauréat qui, définitivement, occupe la première place de la réserve de recrutement.

3.1.2. A la lumière des travaux préparatoires de l'arrêté du 27 mars 2009 précité et dans le cadre spécifique de l'application de son article 16, est également en ordre utile le contractuel lauréat qui, au terme d'une consultation, est désigné par la Direction de la Sélection pour un emploi de recrutement déclaré vacant, de même niveau et de même métier que celui qu'il occupe.

3.2. Poste occupé par le contractuel :

- Première précision : un emploi non déclaré vacant.

Le propos de l'article 16 est d'accorder une exclusivité au contractuel lauréat par rapport à l'emploi qu'il occupe. Il ne peut donc, logiquement, s'agir d'un emploi déjà déclaré vacant puisqu'un pareil emploi doit être proposé à tous les lauréats de la réserve et qu'aucune exclusivité ne peut être garantie au contractuel lauréat.

Par voie de conséquence, les contractuels engagés à durée indéterminée, sur des emplois déclarés vacants, « dans l'attente de l'arrivée du personnel statutaire » ne peuvent bénéficier du mécanisme instauré par l'article 16.

- Deuxième précision : un emploi d'un niveau et d'un métier correspondant au concours de recrutement.

L'article 16 stipule que le contractuel lauréat doit « être en ordre utile pour être recruté sur le poste qu'il occupe ou sur un autre poste de même niveau et de même métier déclaré vacant et inoccupé au sein du même cadre. »

Par conséquent, pour que le mécanisme puisse s'appliquer, l'emploi que le contractuel occupe doit être d'un niveau et d'un métier correspondant aux emplois auxquels donne accès le concours de recrutement.

3.3. Choix offert au contractuel lauréat.

Dans l'hypothèse visée au point 3.1.1., le contractuel lauréat classé premier de la réserve peut choisir soit d'être admis au stage sur l'emploi non déclaré vacant qu'il occupe comme contractuel, soit de rester dans la réserve de recrutement.

S'il choisit d'être admis au stage, il quitte la réserve de recrutement et le lauréat qui le suit dans le classement devient premier.

S'il se trouve dans les conditions, cet autre lauréat pourra lui-même bénéficier de l'application de l'article 16, et ainsi de suite.

Dans l'hypothèse visée au point 3.1.2., l'article 16 offre une alternative au contractuel qui est dans les conditions pour en bénéficier. Il peut choisir soit l'admission au stage sur l'emploi déclaré vacant qui lui est attribué au terme de la consultation, soit l'admission au stage sur l'emploi non déclaré vacant qu'il occupe comme contractuel.

Dans ce deuxième cas de figure, l'emploi déclaré vacant auquel il renonce sera attribué à un autre lauréat, dans le cadre de la même consultation ou, à défaut, dans le cadre d'une consultation ultérieure.

S'il se trouve dans les conditions, cet autre lauréat pourra lui-même bénéficier de l'application de l'article 16, et ainsi de suite.

4. Mise en œuvre pratique de l'article.

La Direction de la Sélection du Service public de Wallonie tient à jour une liste des contractuels lauréats engagés sous contrat à durée indéterminée avant le 1^{er} mai 2009.

Dans l'hypothèse visée au point 3.1.1., la Direction de la Sélection avertit le contractuel lauréat qu'il peut, s'il le souhaite, être admis au stage sur l'emploi qu'il occupe comme contractuel.

Dans l'hypothèse visée au point 3.1.2, c'est-à-dire lorsque, au terme d'une consultation, un contractuel lauréat est désigné pour un emploi de même métier et de même niveau que celui qu'il occupe comme contractuel, la Direction de la Sélection lui propose de choisir entre ces deux affectations possibles.

Quelle que soit l'affectation choisie, le lauréat est admis au stage dans les meilleurs délais.

Namur, le 26 octobre 2010.

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Note

- 1° être d'une conduite répondant aux exigences de la fonction;
- 2° jouir des droits civils et politiques;
- 3° satisfaire aux lois sur la milice;
- 4° justifier de la possession de l'aptitude [physique] exigée pour la fonction à exercer;
- 5° être porteur d'un diplôme ou certificat d'études en rapport avec le niveau du grade à conférer selon le tableau figurant à l'annexe III.
- 8° accomplir avec succès un stage.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2010/27242]

26. OKTOBER 2010 — Rundschreiben Nr. 2010/MINFP/04 betreffend die Anwendung von Artikel 16 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder

An die Dienststellen der Wallonischen Regierung und der Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Gewalt oder der Kontrolle der Wallonischen Region unterliegen und deren Personal dem Statut der Beamten der Region unterliegt,

Sehr geehrter Herr Minister-Präsident,

Sehr geehrte Damen und Herren Ministerinnen und Minister,

Sehr geehrte Frau Generalsekretärin,

Sehr geehrte Damen und Herren leitende Beamte in Personalangelegenheiten,

In vorliegendem Rundschreiben wird die Art und Weise erklärt, wie die Regel anzuwenden ist, die in Artikel 16 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder angeführt wird.

Unter bestimmten, hier unten in Betracht gezogenen Bedingungen ermöglicht diese Regel die Statutarisierung vor Ort von Vertragspersonalmitgliedern, die an Wettbewerbsverfahren des SELOR erfolgreich teilgenommen haben.

1. Wortlaut von Artikel 16 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009.

Dieser Artikel lautet wie folgt: "In Abweichung von Art. 13 Absatz 2, und Art. 15 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes wird das zum Zeitpunkt des Inkrafttretens vorliegenden Erlasses bereits auf unbestimmte Zeit eingestellte Vertragspersonalmitglied angeworben, wenn es folgenden Bedingungen genügt:

1° die in Artikel 19, 1° bis 5°, und 8° des vorgenannten Erlasses festgelegten allgemeinen Zulassungsbedingungen erfüllen;

2° eine vom Selor für die Wallonische Region und die von ihr abhängenden Einrichtungen öffentlichen Interesses veranstaltete Anwerbungsprüfung im Wettbewerbsverfahren bestanden haben, die vor dem 31. Dezember 2009 abgeschlossen wurde;

3° günstig eingestuft sein, um für den Posten, den es besetzt, oder jeden anderen innerhalb desselben Stellenplans als vakant erklärten und noch unbesetzten Posten der gleichen Stufe und des gleichen Berufs angeworben zu werden.

Vorliegende Bestimmung ist nicht auf die erfolgreichen Teilnehmer der Wettbewerbsverfahren anwendbar, deren Aufruf an die Kandidaten nach dem 31. Dezember 2010 erlassen worden ist.»

2. Zerlegung des Wortlauts des Artikels.

1) Es wird in Artikel 16 sofort darauf hingewiesen, dass er von zwei Bestimmungen des Kodex des öffentlichen Dienstes abweicht: die erste dieser Bestimmungen betrifft die Offenerklärung der Anwerbungsstellen (Artikel 13, Absatz 2) und die zweite betrifft die aufeinanderfolgenden Verfahren, wie eine für offen erklärte Stelle zugeteilt wird (Artikel 15).

2) Danach werden in Artikel 16 vier Bedingungen festgelegt, die der Vertragsbedienstete zu erfüllen hat:

2.1. am 1. Mai 2009 über einen Vertrag auf unbestimmte Dauer verfügen, der vor diesem Datum in Kraft getreten ist;

2.2. die in Artikel 19, 1° bis 5°, und 8° des Kodex festgelegten allgemeinen Zulassungsbedingungen erfüllen (1);

2.3. eine vom SELOR für die Wallonische Region und die von ihr abhängenden Einrichtungen öffentlichen Interesses veranstaltete Anwerbungsprüfung im Wettbewerbsverfahren bestanden haben, die vor dem 31. Dezember 2009 abgeschlossen wurde;

2.4. günstig eingestuft sein, um für den Posten, den es besetzt, oder jeden anderen innerhalb desselben Stellenplans als vakant erklärten und noch unbesetzten Posten der gleichen Stufe und des gleichen Berufs angeworben zu werden.

3) Artikel 16 endet mit folgendem Satz: "Vorliegende Bestimmung ist nicht auf die erfolgreichen Teilnehmer der Wettbewerbsverfahren anwendbar, deren Aufruf an die Kandidaten nach dem 31. Dezember 2010 erlassen worden ist."

Dieser letzte Satz bestimmt einen unterschiedlichen und breiteren Anwendungsbereich als derjenige, der in der vorletzten der soeben aufgelisteten Bedingungen angeführt wird ("eine (...) Anwerbungsprüfung im Wettbewerbsverfahren bestanden haben, die vor dem 31. Dezember 2009 abgeschlossen wurde").

Wenn man die vorbereitenden Arbeiten zum Erlass vom 27. März 2009 berücksichtigt, wird deutlich, dass der letzte Satz des Artikels dem endgültigen Willen des Verfassers des Textes entspricht. Somit soll bei der Anwendung der vorliegenden Bestimmung dieser breitere Anwendungsbereich berücksichtigt werden: sie ist auf die erfolgreichen Teilnehmer der Wettbewerbsverfahren anwendbar, deren Aufruf an die Kandidaten bis zum 31. Dezember 2010 einschließlich erlassen worden ist.

3. Untersuchung der letzten Bedingung des Artikels

Die Schlüsselbedingung des Artikels ist selbstverständlich die letzte: "günstig eingestuft sein, um für den Posten, den es besetzt, oder jeden anderen innerhalb desselben Stellenplans als vakant erklärten und noch unbesetzten Posten der gleichen Stufe und des gleichen Berufs angeworben zu werden".

Diese Bedingung ruft Beobachtungen hervor betreffend:

- den Begriff "günstig eingestuft";
- den Begriff des vom Vertragsbediensteten besetzten Postens;
- die Wahl, die dem bei dem Wettbewerbsverfahren erfolgreichen Vertragsbediensteten geboten wird.

3.1. "Günstig eingestuft":

3.1.1. Der bei dem Wettbewerbsverfahren erfolgreiche Vertragsbedienstete gilt als günstig eingestuft, wenn er endgültig die erste Stelle in der Anwerbungsreserve hat.

3.1.2. Unter Berücksichtigung der vorbereitenden Arbeiten zum vorgenannten Erlass vom 27. März 2009 und im spezifischen Rahmen der Anwendung seines Artikels 16 gilt ebenfalls als günstig eingestuft der bei dem Wettbewerbsverfahren erfolgreiche Vertragsbedienstete, der am Abschluss einer Beratung von der Direktion Personalauswahl für eine für vakant erklärte Anwerbsstelle derselben Stufe und mit demselben Beruf, als diejenige, die er besetzt, bestimmt wird.

3.2. Vom Vertragsbediensteten besetzter Posten:

- Erste Bemerkung: eine nicht für vakant erklärte Stelle.

Die Absicht von Artikel 16 besteht darin, dem bei dem Wettbewerbsverfahren erfolgreichen Vertragsbediensteten die Exklusivität hinsichtlich der Stelle, die er besetzt, zu bieten. Logischerweise darf es sich also nicht um eine bereits für vakant erklärte Stelle handeln, da eine solche Stelle allen erfolgreichen Wettbewerbsteilnehmern der Reserve vorgeschlagen werden muss, und dem erfolgreichen Vertragsbediensteten keine Exklusivität geboten werden kann.

Dementsprechend dürfen die Vertragsbediensteten, die auf unbestimmte Dauer eine für vakant erklärte Stelle "in Abwartung der Ankunft des statutarischen Personals" besetzen, den durch Artikel 16 eingeführten Mechanismus nicht in Anspruch nehmen.

- Zweite Bemerkung: eine Stelle der Stufe und mit einem Beruf, die dem Anwerbungswettbewerb entsprechen.

Artikel 16 sieht vor, dass der erfolgreiche Vertragsbedienstete "günstig eingestuft sein muss, um für den Posten, den er besetzt, oder jeden anderen innerhalb desselben Stellenplans als vakant erklärten und noch unbesetzten Posten der gleichen Stufe und des gleichen Berufs angeworben zu werden."

Damit der Mechanismus anwendbar sein kann, muss die Stelle, die der Vertragsbedienstete besetzt, demzufolge eine Stelle der Stufe und des Berufs sein, die den Stellen entspricht, zu denen der Anwerbungswettbewerb Zugang verleiht.

3.3. Dem bei dem Wettbewerbsverfahren erfolgreichen Vertragsbediensteten angebotene Wahl.

In dem unter 3.1.1. angeführten Fall hat der in der Reserve als Erster eingestufte Vertragsbedienstete die Wahl zwischen zwei Möglichkeiten: entweder wird er für die nicht für vakant erklärte Stelle, die er als Vertragsbediensteter besetzt, zur Probezeit zugelassen, oder er bleibt in der Anwerbungsreserve.

Wenn er sich dafür entscheidet, zur Probezeit zugelassen zu werden, verzichtet er auf die Anwerbungsreserve und der zweite erfolgreiche Wettbewerbsteilnehmer wird zum ersten in der Reserve.

Wenn Letzterer ebenfalls die Bedingungen erfüllt, kann er ebenfalls die Anwendung von Artikel 16 beanspruchen, usw.

In dem unter 3.1.2. erwähnten Fall bietet Artikel 16 dem Vertragsbediensteten eine Alternative, wenn er die Bedingungen erfüllt, um sie zu beanspruchen. Er kann sich entweder für die Zulassung zur Probezeit für die für vakant erklärte Stelle entscheiden, die ihm am Abschluss der Beratung zugeteilt wird, oder sich aber für die Zulassung zur Probezeit für die nicht für vakant erklärte Stelle entscheiden, die er als Vertragsbediensteter besetzt.

Entscheidet er sich für die zweite Möglichkeit, dann wird die für vakant erklärte Stelle, auf die er verzichtet, einem anderen erfolgreichen Wettbewerbsteilnehmer zugeteilt, im Rahmen derselben oder ggf. einer späteren Beratung.

Wenn Letzterer ebenfalls die Bedingungen erfüllt, kann er ebenfalls die Anwendung von Artikel 16 beanspruchen, usw.

4. Praktische Umsetzung des Artikels.

Die Direktion Personalauswahl des Öffentlichen Dienstes der Wallonie führt eine Liste der bei Wettbewerbsverfahren erfolgreichen Vertragsbediensteten, die vor dem 1. Mai 2009 auf unbestimmte Dauer eingestellt worden sind.

In dem unter 3.1.1 erwähnten Fall informiert die Direktion Personalauswahl den bei einem Wettbewerbsverfahren erfolgreichen Vertragsbediensteten darüber, dass er, wenn er es möchte, für die Stelle, die er als Vertragsbediensteter besetzt, zur Probezeit zugelassen werden kann.

In dem unter 3.1.2 erwähnten Fall, d.h. wenn ein bei einem Wettbewerbsverfahren erfolgreicher Vertragsbediensteter am Abschluss einer Beratung für eine Stelle derselben Stufe und desselben Berufs, als diejenige, die er als Vertragsbediensteter besetzt, bestimmt wird, schlägt die Direktion Personalauswahl ihm vor, zwischen diesen beiden möglichen Zuweisungen zu wählen.

Der erfolgreiche Vertragsbedienstete wird so schnell wie möglich zur Probezeit zugelassen, unabhängig von der Zuweisung, für die er sich entschieden hat.

Namur, den 26. Oktober 2010

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst
J.-M. NOLLET

Fußnote

- ¹ 1° einen mit den Anforderungen der Funktion übereinstimmenden Lebenswandel haben;
- ² 2° im Besitz der zivilen und politischen Rechte sein;
- ³ 3° den Milizgesetzen genügen;
- ⁴ 4° den Besitz der erforderlichen [körperlichen] Eignung für das auszuübende Amt nachweisen;
- ⁵ 5° Inhaber eines Diploms oder Studienzeugnisses sein, das der Stufe des zu besetzenden Dienstgrades nach der in Anlage III angeführten Tabelle entspricht;
- ⁸ 8° die Probezeit erfolgreich absolvieren.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2010/27242]

26 OKTOBER 2010. — Omzendbrief nr. 2010/MINFP/04 betreffende de toepassing van artikel 16 van het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden

Aan de diensten van de Waalse Regering en de instellingen van openbaar nut die onder het gezag en de controle van het Gewest staan en waarvan het personeel aan het statuut van de ambtenaren van het Gewest onderworpen is,

Mijnheer de Minister-President,

Mevr. en Heren Ministers,

Mevr. de Secretaris-generaal,

Mevrouwen en Heren Leidende Ambtenaren bevoegd inzake personeel,

Deze omzendbrief verduidelijkt de wijze waarop de regel toegepast dient te worden vervat in artikel 16 van het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden.

Tegen bepaalde voorwaarden die hierna besproken zullen worden kan die regel ervoor zorgen dat contractuelen die SELOR-laureaat zijn statutair worden.

1. Inhoud van artikel 16 van het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009.

Het artikel luidt als volgt : In afwijking van de artikelen 13, lid 2, en 15 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode wordt het contractuele personeelslid dat reeds in dienst genomen is met een onbepaalde duur op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, aangeworven indien het voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° de algemene toelaatbaarheidsvoorwaarden bedoeld in artikel 19, 1° tot 5°, en 8°, van voornoemd besluit vervullen;

2° geslaagd zijn voor een vergelijkend wervingsexamen dat georganiseerd wordt door SELOR voor het Waalse Gewest en de instellingen van openbaar nut die ervan afhangen, en afgesloten voor 31 december 2009;

3° in nuttige orde zijn om aangeworven te worden voor de betrekking die het bekleedt of een andere betrekking van hetzelfde niveau en hetzelfde beroep, vacant verklaard en onbezet in dezelfde personeelsformatie.

Deze bepaling is niet van toepassing op de laureaten van de vergelijkende examens waarvan de oproep tot de kandidaten verricht is na 31 december 2010.”

2. Analyse van het artikel

1) In artikel 16 wordt onmiddellijk aangegeven dat het van twee bepalingen van de Waalse Ambtenarencode afwijkt, waarbij de eerste van die bepalingen de vacantverklaring van de wervingsbetrekkingen (artikel 13, tweede lid) beoogt en de tweede de opeenvolgende wijzen van overdracht van een betrekking die vacant is verklaard, (artikel 15) betreft.

2) Artikel 16 bepaalt daarna vier voorwaarden die vervuld moeten worden door het contractuele personeelslid :

2.1. op 1 mei 2009 een contract voor onbepaalde duur hebben, die voor die datum in werking is getreden;

2.2. de algemene toelaatbaarheidsvoorwaarden bedoeld in artikel 19, 1° tot 5°, en 8°, van de Code (1) vervullen;

2.3. geslaagd zijn voor een vergelijkend wervingsexamen dat georganiseerd wordt door SELOR voor het Waalse Gewest en de instellingen van openbaar nut die ervan afhangen, en afgesloten voor 31 december 2009;

2.4. in nuttige orde zijn om aangeworven te worden voor de betrekking die het bekleedt of een andere betrekking van hetzelfde niveau en hetzelfde beroep, vacant verklaard en onbezet in dezelfde personeelsformatie.

3) Artikel 16 wordt afgesloten met volgende zin : « Deze bepaling is niet van toepassing op de laureaten van de vergelijkende examens waarvan de oproep tot de kandidaten verricht is na 31 december 2010. »

Deze laatste passage bepaalt een verschillend en ruimer toepassingsgebied dan welk dat aangegeven is in de voorlaatste van de hierbovenvermelde voorwaarden (« geslaagd zijn voor een vergelijkend wervingsexamen (...) afgesloten voor 31 december 2009 »).

In het licht van de voorbereidende werken van het besluit van 27 maart 2009 blijkt dat de laatste zin van het artikel met de uiteindelijke wil van de auteur van de tekst overeenstemt. Er dient bijgevolg rekening gehouden te worden met dat ruimere toepassingsgebied voor de toepassing van de bepaling : ze is van toepassing op de laureaten van de vergelijkende examens waarvan de oproep tot de kandidaten tot en met 31 december 2010 verricht is.

3. Onderzoek van de laatste voorwaarde van het artikel.

De sleutelvoorwaarde van het artikel is natuurlijk de laatste : “in nuttige orde zijn om aangeworven te worden voor de betrekking die het bekleedt of een andere betrekking van hetzelfde niveau en hetzelfde beroep, vacant verklaard en onbezet in dezelfde personeelsformatie”.

Deze voorwaarde geeft aanleiding tot opmerkingen wat betreft :

- het begrip “nuttige orde”;

- het begrip “betrekking bekleed door het contractuele personeelslid”;

- de keuze aangeboden aan het geslaagde contractuele personeelslid.

3.1. Nuttige orde :

3.1.1. Het contractuele personeelslid dat de eerste plaats van de wervingsreserve definitief bekleedt, is in nuttige orde.

3.1.2. In het licht van de voorbereidende werken van hierbovenvermeld besluit van 27 maart 2009 en in het specifieke kader van de toepassing van artikel 16 ervan is het geslaagde contractuele personeelslid dat na een raadpleging aangewezen wordt door de Directie Selectie voor een vacant verklaarde wervingsbetrekking van hetzelfde niveau en hetzelfde beroep als de betrekking die het bekleedt, ook in nuttige orde.

3.2. Betrekking bekleed door het contractuele personeelslid :

- Eerste precisie : een betrekking die niet vacant verklaard wordt.

De bedoeling van artikel 16 is exclusiviteit te geven aan het geslaagde contractuele personeelslid ten opzichte van de door hem bekleede betrekking. Het kan dus logischerwijs niet gaan om een betrekking die reeds vacant is verklaard aangezien een dergelijke betrekking aan alle laureaten van de reserve voorgesteld moet worden en geen enkele exclusiviteit gewaarborgd mag worden aan het geslaagde contractuele personeelslid.

Bijgevolg mogen de contractuele personeelsleden die voor een onbepaalde duur voor vacant verklaarde betrekkingen in dienst zijn genomen "in afwachting van de komst van het statutaire personeelslid" niet in aanmerking komen voor het bij artikel 16 ingevoerde mechanisme.

- Tweede precisie : een betrekking waarvan het niveau en het beroep overeenstemmen met het vergelijkend wervingsexamen.

In artikel 16 staat te lezen dat het contractuele personeelslid "in nuttige orde moet zijn om aangeworven te worden voor de betrekking die het bekleedt of een andere betrekking van hetzelfde niveau en hetzelfde beroep, vacant verklaard en onbezet in dezelfde personeelsformatie".

Om het mechanisme te kunnen toepassen, moet de betrekking die het personeelslid bekleedt, bijgevolg van een niveau en een beroep zijn die overeenstemmen met de betrekkingen waartoe het vergelijkend wervingsexamen toegang geeft.

3.3. Keuze aangeboden aan het geslaagde contractuele personeelslid.

In het geval bedoeld in punt 3.1.1 kan het geslaagde contractuele personeelslid dat in de reserve als eerste gerangschikt wordt, ervoor kiezen om ofwel tot de stage toegelaten te worden voor de niet-vacant verklaarde betrekking die het als contractueel personeelslid bekleedt, ofwel om in de wervingsreserve te blijven.

Als het ervoor kiest om tot de stage toegelaten te worden, verlaat het personeelslid de wervingsreserve en wordt de laureaat die hem volgt, als eerste gerangschikt.

Als hij aan de voorwaarden voldoet, kan deze andere laureaat zelf in aanmerking komen voor de toepassing van artikel 16 enzovoort.

In het geval bedoeld in punt 3.1.2, biedt artikel 16 een alternatief aan het contractuele personeelslid aan, dat aan de voorwaarden voldoet om daarvoor in aanmerking te komen. Het kan kiezen voor ofwel de toelating tot de stage voor de vacant verklaarde betrekking die hem na de raadpleging wordt toegekend, ofwel voor de toelating tot de stage voor de niet-vacant verklaarde betrekking die het als contractueel personeelslid bekleedt.

In dit tweede geval zal de vacant verklaarde betrekking dat het weigert, aan een andere laureaat toegekend worden in het kader van dezelfde raadpleging en, in voorkomend geval, in het kader van de latere raadpleging.

Als hij aan de voorwaarden voldoet, kan deze andere laureaat zelf in aanmerking komen voor de toepassing van artikel 16 enzovoort.

4. Praktische uitvoering van het artikel.

De Directie Selectie van de Waalse Overheidsdienst werkt een lijst bij van de geslaagde contractuele personeelsleden die op grond van een contract voor onbepaalde duur voor 1 mei 2009 in dienst genomen zijn.

In het geval bedoeld in punt 3.1.1, verwittigt de Directie Selectie het geslaagde contractuele personeelslid dat het, indien laatstgenoemde het wenst, toegelaten kan worden tot de stage voor de betrekking die het als contractueel personeelslid bekleedt.

In het geval bedoeld in punt 3.1.2., d.w.z. wanneer een geslaagd contractueel personeelslid na een raadpleging aangewezen wordt voor een betrekking van hetzelfde beroep en hetzelfde niveau als de betrekking die het als contractueel personeelslid bekleedt, stelt de Directie Selectie aan dit personeelslid voor om tussen de twee mogelijke affectaties te kiezen.

Wat de affectatie ook mag zijn, wordt de laureaat zo spoedig mogelijk toegelaten tot de stage.

Namen, 26 oktober 2010.

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

Nota

- ¹ 1° een gedrag hebben dat overeenstemt met de vereisten van het ambt;
- 2° de burgerlijke en politieke rechten genieten;
- 3° aan de dienstplichtwetten voldaan hebben;
- 4° het bewijs leveren van de lichamelijke geschiktheid vereist om de functie uit te oefenen;
- 5° houder zijn van een diploma of een studiegetuigschrift dat in verband staat tot het niveau van de graad die volgens de tabel vermeld in bijlage II toegewezen wordt;
- 8° met vrucht een stage doorlopen.